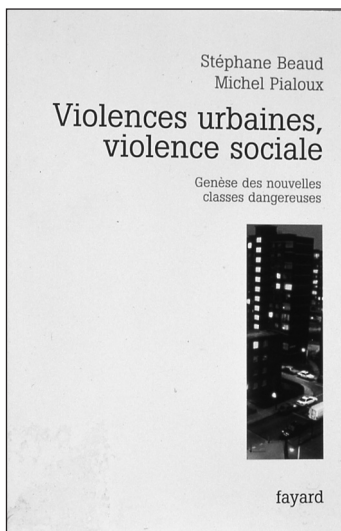


Note de lecture

La fabrique des nouvelles classes dangereuses

Par Henri Eckert*

Et si les violences urbaines étaient un effet de la lente déstructuration du groupe ouvrier ? De son incapacité à en fédérer encore les différentes composantes et, notamment, de ses difficultés à faire avec la jeunesse ouvrière issue de l'immigration ? L'ouvrage montre jusqu'à quel point les violences urbaines font écho aux violences dont le groupe ouvrier est l'objet.



Les explosions de violence collective sont, le plus souvent, dénoncées comme irrationnelles, voire intolérables dans un État de droit et le recours à cette forme de violence généralement rejeté comme illégitime. *A fortiori* lorsque la violence s'en prend directement aux détenteurs du monopole de la violence légitime, c'est-à-dire aux forces de maintien de

l'ordre. Or c'est ce qui se produit lors de l'émeute qui éclate, le 12 juillet 2000, dans la zone urbaine prioritaire (Zup) de la Petite Hollande, en périphérie de l'agglomération de Sochaux-Montbéliard : des jeunes, pour la plupart d'origine maghrébine, s'en prennent violemment aux forces de l'ordre, intervenues dans le quartier pour arrêter un petit braqueur qui y cherchait refuge. Une dénonciation indignée de l'épisode suffit-elle pour autant à résoudre le problème posé par l'événement ? Il semble bien que le

discours sécuritaire qui s'insinue alors ne permette guère autre chose sinon d'invoquer une fois de plus de prétendus meneurs, brebis galeuses qu'il faudrait repérer, isoler et extirper du groupe pour empêcher qu'elles n'entraînent à nouveau les autres dans l'excès et ne contaminent durablement le corps sain de la société. Sortir de cette impasse-là exige de se soustraire à l'émotion et de faire retour sur la genèse de l'événement, c'est-à-dire sur l'évolution de la situation qui en favorise le surgissement.

C'est à ce travail discret, patient et obstiné, que se sont attelés Stéphane Beaud et Michel Pialoux : arpenter encore et encore un terrain qu'ils explorent depuis tant d'années, tout en tirant le meilleur parti d'une familiarité ancienne avec les lieux et les habitants et d'une observation attentive des évolutions qui les traversent. « *Il se trouve qu'ayant enquêté depuis*

* **Henri Eckert** est sociologue, chargé d'études au Céreq. Il travaille sur l'insertion des jeunes dans la vie active. Il a coordonné avec Michel Arliaud (Lest – Laboratoire d'économie et de sociologie du travail/Cnrs) l'ouvrage *Quand les jeunes entrent dans l'emploi*, publié aux Éditions La Dispute, en juin 2002.

1985 dans cette région, dans différents domaines de l'espace socio-économique local – les usines et les transformations des rapports de travail, le système scolaire et le rapport à la scolarité dans les familles ouvrières, les changements des relations entre générations et du mode de vie des cités –, nous avons la possibilité de replacer ces événements [l'émeute] dans une perspective historique de longue durée, pour en dégager notamment une signification qui nous semble mal perçue par les analyses courantes de la "violence urbaine". En effet, la plupart d'entre elles font largement l'impasse sur ce qu'on pourrait appeler son ressort socio-économique. » (p. 15) Relevons l'expression : c'est bien de « ressort socio-économique » dont il est ici question et non de simple contexte. Car « le chômage de longue durée des non-diplômés, la précarité du travail subie par les jeunes générations, la discrimination à l'embauche à l'encontre des enfants d'immigrés, etc., sont le plus souvent mentionnés pour composer une sorte de toile de fond des violences urbaines » (p. 16).

Mais il ne s'agit pas, justement, de faire seulement référence au contexte comme « toile de fond », sorte de décor dans lequel les émeutes urbaines se produiraient plus volontiers, décor qui pourrait, incidemment, receler quelque(s) caractéristique(s) désavantageuse(s) voire stigmatisante(s), que l'analyste pourrait alors exhiber comme (autant d') élément(s) d'explication, secondaire(s) certes, et qu'il pourrait même faire valoir comme (autant de) circonstance(s) atténuante(s). Ce n'est pas de cela dont il est ici question. « Notre démarche, qui cherche à mettre étroitement en rapport émeute urbaine et processus de paupérisation-précarisation des classes populaires, invite à aller au-delà de cette perspective. Elle vise à éclairer les mécanismes structurels qui ont, au cours du temps, contribué à fabriquer les dispositions sociales et les systèmes d'attitudes de ces jeunes des cités. Car ceux-ci se sont construits socialement et individuellement en intériorisant un certain nombre de normes et d'attitudes liées aux expériences fondatrices de leur prime enfance et de leur adolescence. » (p. 17) Recomposer les fils d'une histoire, donc, celle qu'ont vécue ces jeunes des banlieues ouvrières, qui les a faits en même temps qu'ils se faisaient, celle que les auteurs ont commencé d'écrire à l'occasion de leur *Retour sur la condition*

ouvrière¹, celle de la « décomposition du groupe ouvrier », qui « structurait et agrégeait autour de lui [...] les autres fractions des classes populaires » (p. 16).

Inscrire l'événement dans son histoire, donc, dans cette durée qui façonne les individus, décompose, recompose ou transforme les groupes sociaux auxquels ils se réfèrent en même temps qu'elle bouleverse leurs rapports et réclame qu'ils ajustent leurs comportements : « comprendre qu'une sorte de sédimentation de ces différentes expériences sociales s'est opérée dans l'esprit des jeunes des quartiers qui, pour le dire de manière schématique, ont grandi avec la crise. » (p. 25) Dans l'objectif revendiqué « de faire entrer le lecteur dans l'univers mental de ces jeunes [et de leurs familles] et d'examiner sous différentes facettes le laboratoire de production des habitus sociaux tel qu'il a fonctionné au cours de ces quinze dernières années » (p. 26). La perspective, ici, se veut compréhensive – « tout simplement chercher à comprendre » (p. 17) – et la démarche est celle de l'ethnologue. Elle ne vise pas seulement à recueillir les propos des jeunes de la cité mais aussi à observer le fonctionnement des institutions qui accompagnent leur transition vers la vie adulte ou les transformations des relations d'emploi, les recompositions du travail à l'usine ou la dégradation de la sociabilité dans le quartier. Il s'agit de montrer, sur fond d'analyse des matériaux recueillis, comment s'organisent les points de vue² des jeunes et se structurent des habitus appropriés.

TEMPS LONG DE LA CRISE, TEMPS BREF DE LA REPRISE

Il y a donc eu, d'abord, « le temps long de la crise » (titre de la première partie de l'ouvrage), cette trop longue période durant laquelle des jeunes des quartiers comme la Zup de la Petite Hollande et quelques

¹ Les auteurs situent explicitement l'ouvrage « dans le prolongement de [leur] *Retour sur la condition ouvrière* » (p. 16).

² Cf. Pierre Bourdieu : « *L'espace social m'englobe comme un point. Mais ce point est un point de vue, le principe d'une vue prise à partir d'un point situé dans l'espace social, d'une perspective définie dans sa forme et son contenu par la position objective à partir de laquelle elle est prise.* » (1994, p. 28)

autres se sont rendus dans les missions locales, « pour un stage » (p. 36). Peu ou pas diplômés, « ils sont aussi, et de façon très marquée, victimes d'un processus insidieux – et qui s'aggravera au fil des années 1990 – de discrimination à l'embauche » (p. 62). Mais comment s'organise « une carrière de jeune stagiaire » (p. 67) ? De « primo-entretien » en « entretien de suivi » et passant par les divers « bilans de stages », « se dit le malheur social des non-diplômés condamnés à la précarité structurelle, relégués aux marges de la société » (p. 68). Les possibilités d'intervention sont minces dans un contexte économique où l'emploi est rare et l'accord difficile entre jeunes impatientes et conseillers des missions locales, pas toujours en mesure de répondre à leur inquiétude. « Avec la construction aléatoire de véritables carrières de stagiaires, la socialisation ouvrière à l'usine, qui s'accompagnait bien souvent d'une politisation et d'une "ouvriérisme", cède la place à une socialisation professionnelle en pointillé, incomplète et transitoire [...], une socialisation pré-professionnelle, c'est-à-dire une socialisation qui serait à la fois un substitut de la socialisation au travail (avec la fin de l'embauche à l'usine) et un prolongement contraint de la socialisation scolaire » (pp. 92 et 93).

Si nombre de jeunes issus des quartiers populaires se sentent ainsi relégués « dans une sorte de no man's land social où ils ne sont définis que de manière privative – sans diplôme, sans travail stable, sans avenir professionnel, sans possibilité de fonder une famille, de s'établir, etc. » (p. 95), certains de leurs aînés sont amenés, à l'occasion d'un accident de parcours par exemple, à éprouver brutalement la fragilité de situations professionnelles qu'ils croyaient stables : « une sélection continue s'opère tout au long de la vie professionnelle, ce qui fait que l'on vit sous la menace permanente du déclassement, première étape vers la précarité structurelle. » (p. 109) L'ambiance à l'usine s'est défaite et de plus en plus de salariés pourtant installés craignent de ne pouvoir supporter la concurrence avec les jeunes plus diplômés. Des uns aux autres, c'est alors « un esprit de résistance à l'ordre des choses, une culture de la rébellion » (p. 119) qui se perdent, au risque d'une « profonde rupture dans la succession des générations » (p. 122). Tandis qu'une autre rupture, la « coupure forte, à la fois professionnelle et sociale,

entre les opérateurs et les autres salariés (techniciens, ingénieurs, cadres) renforce chez les premiers une perception de soi dépréciée, le sentiment d'appartenir à un groupe dévalorisé en profondeur » (p. 129). Dans l'entreprise s'est creusée cette « immense distance – et qui va croissant – entre, d'une part la culture technique moderne (que détiennent techniciens et ingénieurs, [...] qui sont du côté de l'écrit), et, de l'autre, la culture ouvrière du travail, la culture traditionnelle de l'atelier qui est du côté du geste, [...] du côté de l'oral » (pp. 145-146).

Ce temps long de la crise n'aura toutefois pas été seulement une époque de pénurie d'emploi mais aussi un temps de bouleversements majeurs dans le système d'enseignement et dans les entreprises, tout au long duquel « des agents sociaux peu qualifiés, ou fragilisés » se sont vus rejetés comme « personnes jugées "inemployables" » (p. 157). Mais c'est précisément « pour éviter la naturalisation inhérente à ce mode de catégorisation » qu'il faut « historiciser les processus sociaux qui structurent le marché de l'emploi » (id.). Avec la reprise économique et le retour d'une conjoncture particulièrement favorable au constructeur automobile Peugeot, il redevient possible de trouver du travail facilement : le renversement de situation contribue dès lors à « disqualifier la poursuite d'études "tout" en redonnant vie au mythe de l'ouvrier sans diplôme » (p. 171). Mais dans les ateliers, l'individualisme met à mal les anciennes solidarités et, très vite, les jeunes expérimentent « la très grande fragilité sociale du statut d'intérimaire » (p. 189), expérience d'autant plus douloureuse qu'ils se heurtent à la difficulté de décrocher le fameux « CDI », tant espéré. Dans le même temps, l'arrivée des filles dans les ateliers met les jeunes hommes dans une situation d'autant plus délicate qu'elles font preuve de qualités appréciées par l'encadrement et leur contestent le monopole d'un travail qui leur avait été jusque-là réservé. « Finalement, on peut se demander si, dans certains ateliers, les garçons des cités³ ne paient pas au prix fort, au moment de leur mise au travail, les différences de comportement liés à ce qu'on pourrait appeler des habitus sexuels » (p. 227).

³ L'expression « jeunes des cités », tant employée qu'il en devient difficile de savoir qui elle désigne précisément, est définie de manière plus rigoureuse par les auteurs ; cf. p. 163 notamment.

Pendant que « *le patronat [re]découvre les qualités de la main-d'œuvre féminine* » (Kergoat, 1982, p. 13), l'entrée massive des jeunes femmes dans les ateliers des usines entraîne une autre conséquence, plus inattendue : « *la féminisation des emplois ouvriers s'accompagne d'un retrait de l'engagement syndical des hommes.* » (p. 251) Si les femmes prennent souvent le relais de leurs camarades, il n'en apparaît pas moins que le rapport des forces dans l'entreprise n'est plus aussi favorable aux salariés, et nombre de jeunes ouvriers en viennent à tirer « *un bilan de faillite* » du syndicalisme, « *trop faible à [leurs] yeux pour s'opposer en quoi que ce soit aux stratégies patronales* » (p. 297). Les vieux ouvriers se résignent et les jeunes intérimaires considèrent de plus en plus souvent le syndicat « *comme un "club" qui serait en quelque sorte réservé aux "embauchés"* » (p. 298). De clivages – de genre, par exemple – en fractures – entre embauchés et intérimaires notamment –, c'est l'unité du groupe ouvrier qui s'étiole alors que s'accroît une polarisation entre, « *d'un côté, le sous-groupe minoritaire des ouvriers à profil technicien (principalement des bac pro) lorgnant vers le "haut" et s'identifiant aux classes moyennes, et, de l'autre, le sous-groupe majoritaire des "opérateurs", très défavorisés dans le rapport de force avec la hiérarchie, développant une identité négative, talonnés par les RMistes et autres intérimaires "volontaires"* » (pp. 316-317). Opérateurs que le désenchantement guette...

DES VARIATIONS DE LA CONJONCTURE À LA RELÉGATION DU GROUPE OUVRIER

« Prenant appui sur l'émeute urbaine dans la Zup, l'enquête devait passer, à un moment où à un autre, par une analyse plus spécifiquement centrée sur les jeunes du quartier. Mais dans ce contexte très troublé des lendemains de l'émeute, c'est peu de dire que le climat sur place n'était pas favorable à l'enquête » (p. 268). Dans le quartier règne désormais « *une sorte de guérilla urbaine quasi permanente* » (p. 267), qui oblige les enquêteurs/auteurs à « *procéder prudemment, par approches successi-*

ves » (p. 268), pour parvenir progressivement aux jeunes concernés. Cette difficulté n'est pas tout à fait nouvelle, elle est seulement accentuée en la circonstance ; les auteurs soulignent, en effet, la difficulté qu'il y a à enquêter auprès de jeunes qui « *se voyaient sans avenir, déjà condamnés sur le marché du travail dont ils avaient éprouvé auparavant les verdicts négatifs* » (p. 164). Dans une note, ils précisent : « *Cette population n'est pas nécessairement disposée à jouer le jeu de l'enquête. Comment faire pour que des jeunes de 20 ans, vivant dans ces cités, acceptent de nous rencontrer et de raconter leur travail en intérim ? La suspicion vis-à-vis des étrangers à la cité, des journalistes, des "intellos" s'est considérablement aggravée au cours de ces cinq dernières années, et nous avons essuyé de nombreux échecs dans nos tentatives.* » Avant de poursuivre : « *mais le réseau d'enquêtés que nous nous étions constitué sur place nous a été in fine très précieux, notamment grâce aux filles d'immigrés qui travaillent dans le secteur éducatif social.* » (p. 164, note 2)

Apparaît ici l'un des avantages majeurs d'une démarche ethnographique : la longue familiarité avec le terrain d'enquête n'ouvre pas seulement à une connaissance approfondie des lieux et de ce qui s'y joue, elle permet aussi de tisser des liens précieux pour permettre à l'enquête de continuer dans des voies difficilement praticables sinon inaccessibles. Mais, puisque de méthode il est question, évoquons l'objection souvent adressée à cette démarche et la réponse qu'y opposent Stéphane Beaud et Michel Pialoux. D'être trop évidemment inscrite dans une réalité locale, à ce titre tout à fait particulière, l'approche ethnographique ne permettrait pas d'échapper à la singularité et n'autoriserait guère la généralisation. À quoi les auteurs répliquent : « *On peut se demander pourquoi ce droit à la généralisation que l'on accorde sans hésiter aux ethnologues travaillant sur un terrain exotique est si fortement contesté aux sociologues-ethnologues des terrains métropolitains. Lors des nombreux débats que nous avons eus dans la France entière [...] après la parution du livre "Retour sur la condition ouvrière", nous avons eu la confirmation, indirecte, que les processus analysés dans le livre se retrouvent sous des formes étonnamment semblables dans d'autres régions de France.* » (p. 26, note 1)

Nous n'en prétendons pas moins que la légitimité de la démarche tient aussi à ce qu'elle permet aux auteurs de rendre plus lisible une part de réalité sociale tout en donnant consistance à leur thèse de la déstructuration du groupe ouvrier.

Car c'est bien de cela dont il s'agit *in fine*. Les fractures au sein du groupe ouvrier – celle notamment qui s'articule au clivage entre jeunes diplômés de l'enseignement professionnel et jeunes sans qualification reconnue sur le marché du travail, entre jeunes qui trouvent à s'employer durablement et ceux, le plus souvent issus des périphéries urbaines, que la conjoncture tantôt ramène dans les entreprises et tantôt rejette aux marges de l'activité – ces fractures réduisent bien souvent ces « jeunes des quartiers » au repli sur le quartier, précisément. « *La recherche de la maîtrise des lieux et la dépossession des "autres", perçus comme installés dans la vie, apparaissent comme la retraduction spatiale et l'envers de leur dépossession économique et sociale* » (p. 341). Les comportements de provocation, les agressions diverses et jusqu'aux violences qui peuvent éclater à l'occasion se donnent alors à lire « *comme le produit de ces années d'exclusion du marché du travail des jeunes non diplômés des quartiers, comme une contre-violence opposée à la violence sociale qui leur a été faite, à l'étiquette d'"inemployables" qui leur colle à la peau* » (pp. 345-346). « *Ces violences urbaines, dont l'émeute est la forme paroxystique, sont avant tout l'expression de la violence inerte des structures économiques et d'une violence sociale qui pèse, depuis bientôt vingt ans, sur les jeunes peu qualifiés – et tout particulièrement sur les jeunes des cités –, mais aussi sur l'ensemble des classes populaires...* » (p. 380).

Mais sans doute faut-il insister sur ce que les auteurs désignent fort justement comme une forme de « *disqualification sociale et symbolique* » (p. 346). C'est cette disqualification, que l'on peut aussi énoncer comme une stigmatisation, qui fait aujourd'hui de ces jeunes « *une classe qui ne parle plus, qui ne peut plus parler* » (p. 405), « *bref, une fraction de classe qu'on pourrait dire orpheline de la classe ouvrière d'autrefois* » (p. 406). Constat qui fonde les auteurs à introduire cet appel : « *il est indispensable que le mouvement ouvrier s'empare de la question et entreprenne une véritable anamnèse sur son rapport aux immigrés et – pourquoi pas ? – en sollicitant, pour mieux l'éclairer, des analyses sociologiques et historiques.* » (p. 409) Car si les auteurs insistent tant « *sur les transformations du marché du travail, ce n'est pas parce qu'elles expliqueraient directement à elles seules le surgissement des violences urbaines mais parce que, en lien étroit avec les transformations du système scolaire, elles sont au fondement du rapport que les jeunes entretiennent avec le monde social* » (p. 400). Or ce rapport social tient aussi au délitement des solidarités ouvrières et à la montée de l'individualisme dans le groupe ouvrier, à l'effondrement syndical et au peu de résistance que le groupe ouvrier est encore capable d'opposer aux évolutions dans le monde de la formation et de l'emploi.

* *
*

Voici, en peu de mots, une trame quelque peu désincarnée... Alors : n'en reste surtout pas là, lecteur, n'hésite pas à goûter à la chair du livre ! Tant il est vrai que la restitution d'une enquête ethnographique donne, quand elle est bien menée, à éprouver l'épaisseur des choses. C'est le cas de ce livre !

Référence de l'ouvrage

Beaud S. et Pialoux M. (2003), *Violences urbaines, violence sociale – Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Fayard.

Bibliographie

Beaud S. et Pialoux M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière – enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Fayard, Paris.

Kergoat D. (1982), *Les ouvrières*, Le Sycomore, Paris.

Bourdieu P. (1994), *Raisons pratique – sur la théorie de l'action*, Seuil, Paris.